



ECOLE EUROPEENNE DE BRUXELLES III
EUROPEAN SCHOOL BRUSSELS III
EUROPÄISCHE SCHULE BRÜSSEL III

Pouvoir adjudicateur:

Ecole Européenne de Bruxelles III

Boulevard du Triomphe 135

1050 Bruxelles

Personne de contact: Madame Carine Hector par mail

IXL-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu

CAHIER DES CHARGES

Procédure négociée de valeur moyenne

APPEL D'OFFRES PAR PROCÉDURE NÉGOCIÉE

POUR UN MARCHÉ DE MOYENNE VALEUR POUR L'INSTALLATION DE STORES

Référence : **EEB3/60 120 106 / 2020/ 001**

Table des matières

I. PARTIE I - SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET EXIGENCES MINIMALES.....	3
I.1. INTRODUCTION.....	3
I.2. OBJET DU MARCHÉ	3
I.3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE SERVICE – EXIGENCES TECHNIQUES MINIMALES.....	3
I.4. CONFORMITÉ AVEC LE DROIT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET DROIT DU TRAVAIL.....	3
I.5. RESSOURCES HUMAINES - RÔLES ET RESPONSABILITÉS	6
I.6. DÉLAI	6
I.7. RÉUNIONS.....	7
I.8. PLANIFICATION INDICATIVE DE SOUMISSION DES DELIVRABLES ET/OU DES RÉUNIONS.....	7
I.9. LIEU(x) DES PRESTATIONS	6
I.10. HORAIRES DES PRESTATIONS	8
I.11. LANGUES DES PRESTATIONS	8
I.12. VOLUME DES PRESTATIONS.....	8
II. PARTIE II – SPECIFICATIONS ADMINISTRATIVES.....	9
II.1. PARTICIPATION À UN OU PLUSIEURS LOTS.....	9
II.2. VARIANTES.....	9
II.3. OFFRES CONJOINTES	9
II.4. SOUS-TRAITANCE	9
II.5. NATURE DES CONTRATS	10
II.6. BON DE COMMANDE	10
II.7. MODALITÉS DE PAIEMENT	10
II.8. AUTRES CONDITIONS PARTICULIÈRES.....	10
III. PARTIE III - EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU CONTRAT.....	11
ÉTAPES DE L'ÉVALUATION	11
III.1. CRITÈRES D'EXCLUSION	11
III.2. CRITÈRES DE SÉLECTION	12
III.2.2. CAPACITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE.....	13
III.2.3. CAPACITÉ TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE	13
A – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE DANS LE DOMAINE DU MARCHÉ	13
B – CAPACITÉ DE L'ÉQUIPE PROPOSÉE PAR LE SOUMISSIONNAIRE	14
III.3. ÉVALUATION DE L'OFFRE	14
III.3.1. CRITÈRES D'ATTRIBUTION	14
III.3.2. ÉVALUATION DE LA QUALITÉ.....	15
III.3.3. ÉVALUATION FINANCIÈRE ET PRIX	15
III.3.4. FORMULE D'ATTRIBUTION.....	16
IV. PARTIE IV - CONTENU ET PRESENTATION DE L'OFFRE	16
V. PARTIE V - ANNEXES.....	18

I. PARTIE I - SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET EXIGENCES MINIMALES

I.1. INTRODUCTION

L'école Européenne de Bruxelles 3 a décidé de lancer le présent appel d'offres en vue de conclure un contrat cadre pour l'installation de stores au sein des bâtiments de l'école européenne de Bruxelles 3, située, boulevard du Triomphe 135 – 1050 Bruxelles.

I.2. OBJET DU MARCHÉ

Le marché aura pour objet les travaux d'enlèvement des anciens stores ou anciennes installations, mise en état et placement de nouveaux stores à l'intérieur des bâtiments de l'école européenne Bruxelles 3. La quantité de stores nécessaires est évaluée en fonction du nombre de salles, halls, classes diverses pour un montant total estimé à 139 000 euros. L'école passera commande en fonction de ses besoins. Les classes « type » mentionnés ci-après le sont à titre indicatif et informatif. Des petits matériels liés à l'installation des stores et non repris dans la liste ou le bordereau des prix peuvent également faire l'objet d'une commande.

I.3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE SERVICE – EXIGENCES TECHNIQUES MINIMALES

Le contrat portera sur : La fourniture de services, travaux d'installation de stores, au sein des locaux de l'école. (qualité adaptée aux besoins d'une école de près de 3200 élèves)

La liste fournie dans le bordereau des prix (en annexe 6) est donnée à titre d'exemple, afin de pouvoir comparer les prix mais n'est pas exhaustive et doit pouvoir éventuellement s'étendre à des petits articles ou accessoires liés à l'installation.

Les fournitures proposées pour effectuer les travaux seront conformes ou équivalents aux produits actuellement utilisés dans les différents lieux de l'école.

Les fournitures doivent répondre aux besoins et exigences de santé, sécurité et hygiène propres à un environnement scolaire. Les produits proposés seront en conformité avec les réglementations européennes en la matière.

Le prix indiqué devra tout inclure (mise à disposition des produits au sein de l'école, installation du chantier, transport, ...).

Si des variantes sont proposées, elles doivent être équivalentes en ce qui concerne la qualité et/ou les caractéristiques des produits.



Le nombre d'élèves des 3 cycles maternelle, primaire et secondaire avoisine les 3200. Le nombre de classes et autres lieux de vie des élèves et des personnes travaillant sur le site sont proportionnels.

Les couleurs des stores ne seront pas blanches et seront toujours teintés.

Les couleurs proposées doivent présenter une gamme harmonieuse, pas trop salissante et adapté à une école.

Une attention particulière sera accordée à la résistance entre autre, aux graffitis et au feu.

Le soumissionnaire remet une fiche technique détaillée permettant à l'école européenne de vérifier que toutes les spécifications techniques demandées concernant les fournitures sont respectées dans les produits proposées.

Si un local est entamé, il devra impérativement être terminé et accessible à la reprise des cours. En aucun cas une classe ne peut rester indisponible.

Description des tâches, travaux et matériel :

Enlèvement des meubles, posters, affiches, bibelot, etc, qui gêneraient lors de l'installation du chantier.

Enlèvement des anciens stores .

Protections diverses (plastics, scotch, couvertures, etc).

Nettoyage et évacuation du chantier.

En fin de travail, remplacement éventuel des meubles au même endroit.

Travail en soirée ou de nuit, week-end et vacances scolaires.

Ajustement et pose des nouveaux stores.

Caractéristiques des stores avec enrouleur :

- Boitier en alluminium 0,08 x 0.08
- Fixation en alluminium plafond
- Mécanisme encastré

Store semi-ocultant

- largeur maximale toile : 250 cm
- Epaisseur : 0,60 mm

- 420 gr par m²
- Composition 30% PES – 70% PVC

Store blackout plastifié/Occultant

- Largeur totale : 250 cm
- Epaisseur : 0,38 mm
- 310 gr par m²
- Composition 100% PES

Store blackout Aluminium/Protection solaire

- Largeur maximale : 200 cm
- Epaisseur : 0,25 mm
- 220 gr m²
- Composition 100 PES (POLYESTER)

Accord de Oeko-tex standard, qui confirme la sécurité humaine et écologique des produits textiles

Garantie 5 ans (pièces et main d'œuvre)

Spécification supplémentaire

- Chainette en metal
- Roulement supplémentaire de 30 cm
- Double attachement de toile (au lieu d'une)
- Enlèvement des anciens stores et recyclage

Dimension d'une fenêtre "type":

- Largeur 2,18
- Hauteur 2,34

I.4. CONFORMITÉ AVEC LE DROIT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET DROIT DU TRAVAIL

Le soumissionnaire doit respecter les obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE¹.

¹ Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 94, 28.3.2014, p. 65-242).

I.5. RESSOURCES HUMAINES - RÔLES ET RESPONSABILITÉS

Le soumissionnaire doit enlever les anciens stores, fournir le matériel nécessaire et installer les nouveaux stores.

I.6. DÉLAI

Le contractant devra compléter et remettre au pouvoir adjudicateur les documents suivants, à la remise de l'offre :

- L'identité du soumissionnaire (annexe 1)
- Attestation sur l'honneur relative aux cas d'exclusion de la participation à un marché et à l'attribution d'un marché, qui doit être dûment complétée et signée en même temps que l'offre (annexe 2)
- Attestations de bonne exécution signées par des clients 3 référés (annexe 3)
- Formulaire de déclaration de confidentialité (annexe 4)
- Fiche financière, renseignements bancaires (annexe 5)
- Bordereau des prix (annexe 6)
- Bordereau technique (annexe 7)
- Capacité économique et financière (annexe 8)
- Projet de contrat (annexe 9)

Les délais pour la remise des documents précités sont les suivants :

1. Toutes les offres doivent être transmises, **en deux exemplaires** :

- par envoi postal recommandé ou par messagerie **au plus tard le mardi 24 mars 2020** ; le cachet de la poste ou la date sur le bordereau de la messagerie faisant foi, à l'attention de **Carine Hector** à l'adresse suivante :

Européenne de Bruxelles 3

Boulevard du Triomphe, 135

BE – 1050 Bruxelles

Ou

- par dépôt à la même adresse **au plus tard le mardi 24 mars 2020**. Dans ce cas le dépôt de l'offre sera établi au moyen d'un reçu daté et signé par le/la réceptionniste du secrétariat de l'Ecole ou son mandataire (vigile).

L'envoi doit être fait sous double enveloppe. Les deux enveloppes seront fermées.

L'enveloppe intérieure et extérieure portant la mention :

Appel d'offres pour l'installation de stores

N° EEB3/60 120 106 / 2020/ 001

2. Les enveloppes seront fermées à l'aide de bandes collantes au travers desquelles sera apposée la signature de l'expéditeur. L'enveloppe intérieure devra elle-même contenir l'offre financière.
Toute offre doit :
 - être signée par le soumissionnaire ou son mandataire dûment habilité ;
 - être parfaitement lisible afin d'éliminer le moindre doute sur les termes et les chiffres

La soumission d'une offre vaut acceptation des conditions contenues dans :

- le cahier des charges
- le projet de contrat,

établis en conformité au règlement financier et ses modalités d'application, consultables sur le site web des écoles européennes : <https://www.eursec.eu/fr/Office/official-texts/basic-texts/fr>

Le cas échéant, la soumission de l'offre induit la renonciation du soumissionnaire à ses propres conditions générales ou particulières. Elle lie le soumissionnaire pendant l'exécution du contrat s'il en devient l'attributaire.

I.7. RÉUNIONS

Des réunions se tiendront entre le pouvoir adjudicateur et le contractant au moins chaque fois que des travaux seront planifiés.

I.8. PLANIFICATION INDICATIVE DE SOUMISSION

Date du lancement de l'appel d'offres : le jeudi 20 février

Une visite des lieux sera organisée **le mercredi 11 mars à 14h** ; les soumissionnaires pourront évaluer les contraintes techniques propres à la configuration des lieux.



Après la visite, une séance questions sera organisée. Les précisions quant à son cahier des charges seront transmises aux soumissionnaires.

Aucune invitation spéciale ne sera adressée aux entreprises souhaitant y participer.

Deux personnes au maximum sont admises par société. Les noms et fonctions des personnes qui participeront à la visite doivent être communiqués à l'attention de **Carine Hector** par e-mail : IXL-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu **au plus tard le 10 mars à 12h00.**

Date limite d'envoi d'offres : le mardi 24 mars 2020

Prise d'effet du contrat-cadre : pas avant le 29 avril 2020

I.9. LIEU DES PRESTATIONS

Les prestations de services concernées par cet appel d'offres seront effectuées à l'école européenne de Bruxelles 3, située, boulevard du Triomphe 135 – 1050 Bruxelles.

I.10. HORAIRES DES PRESTATIONS

Les travaux devront être faits durant les congés scolaires, les soirs à partir de 16h30 et les week-end afin de ne pas altérer le bon déroulement des cours. Et ce, sans augmentation de coût.

Le contractant sera tenu de fournir les services tous les jours ouvrables du pouvoir adjudicateur, lesquels peuvent éventuellement inclure des jours fériés nationaux [et, occasionnellement, des soirées et/ou les week-ends]. Aux fins de la présente procédure de marché, un calendrier prévisionnel qui contient les jours fériés du pouvoir adjudicateur pour l'année 2020 sera annexé au présent Cahier des Charges. Pour les années d'exécution du contrat qui suivent, le calendrier des jours fériés du pouvoir adjudicateur sera, le cas échéant, communiqué au contractant annuellement.

I.11. LANGUES DES PRESTATIONS

Les prestations seront effectuées en français ou en néerlandais.

I.12. VOLUME DES PRESTATIONS

Sur base d'une estimation annuelle, le volume total des prestations à fournir dans le cadre du contrat est défini comme suit:

Le marché sera établi pour une durée d'un an et peut être reconduit trois fois au maximum. Le contrat prend effet à la date de signature. Le contrat prendra fin de plein droit à l'expiration de maximum 4 années scolaires ou si la limite de 139 000 eur est atteinte. Le marché ne peut être cédé en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite de l'adjudicateur

Ces estimations n'engendrent toutefois aucune obligation de volume de travail de la part du pouvoir adjudicateur et sont données à titre exclusivement informatif et sans aucun engagement.

II. PARTIE II – SPECIFICATIONS ADMINISTRATIVES

II.1. PARTICIPATION À UN OU PLUSIEURS LOTS

Sans objet

II.2. VARIANTES

Les variantes, solutions de remplacement équivalentes à la solution modèle du pouvoir adjudicateur, sont interdites.

En outre, les soumissionnaires ne peuvent pas soumettre une offre portant seulement sur une partie des services requis.

II.3. OFFRES CONJOINTES

Sans objet

II.4. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Le contractant conserve cependant son entière responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du contrat dans son ensemble.

Les soumissionnaires doivent indiquer clairement dans leur offre quelle partie du travail sera sous-traitée (en pourcentage de la valeur totale du marché) et l'identité de tous les sous-traitants.

Les données complètes relatives aux sous-traitants (nom, lieu d'établissement, activités et volume estimé de la participation) doivent être mentionnées dans l'offre, comme demandé dans le formulaire d'identification (annexe 1).

Les sous-traitants doivent également fournir une déclaration/lettre d'intention confirmant leur engagement sans équivoque à collaborer avec le soumissionnaire en cas d'attribution et précisant les ressources qu'ils mettront à la disposition du soumissionnaire pour l'exécution du contrat.

La sous-traitance doit être approuvée par le pouvoir adjudicateur, soit par l'acceptation de l'offre du contractant, soit, si le contractant la propose après la signature du contrat, par un accord préalable du pouvoir adjudicateur. Dans le dernier cas, la modification ne pourra être acceptée qu'à titre exceptionnel, si le pouvoir adjudicateur juge que la sous-traitance est nécessaire à la réalisation du projet et ne donne pas lieu à une distorsion de concurrence.

II.5. NATURE DES CONTRATS

Contrat-cadre de service

II.6. BON DE COMMANDE

Toute prestation relative au présent marché fera l'objet d'un bon de commande établi préalablement par le service désigné du pouvoir adjudicateur. Aucune prestation ne pourra avoir lieu sans ledit bon de commande.

II.7. MODALITÉS DE PAIEMENT

Les modalités de paiement sont précisées dans le projet de contrat-cadre de services (article I.4).

En outre,

Seuls les travaux qui auront obtenu l'accord de la direction de l'école ou de son représentant, qui auront été complètement réceptionnés, pourront faire l'objet d'une demande de paiement de la part du soumissionnaire.

Dans les jours qui suivent la réception des travaux, la firme adresse la facture à l'école. Les factures doivent porter le numéro de référence du contrat et, le cas échéant, le numéro du bon de commande émis par l'école. A la réception de la facture, le paiement s'opère dans les 30 jours.

Pour des travaux qui nécessitent des marchandises non présentes en stock, le soumissionnaire s'engage à donner une date de livraison ferme et définitive tenant compte du calendrier scolaire propre à l'établissement. Tout retard est susceptible d'entraîner l'application de pénalités.

II.8. AUTRES CONDITIONS PARTICULIÈRES

Pénalités

L'école se réserve le droit d'appliquer, si nécessaire, des pénalités en cas de non-respect des prestations ou de mauvaise qualité du produit.

Après constatation du manquement, l'école signifiera par courrier recommandé au contractant son intention d'appliquer des pénalités. Le contractant disposera d'un délai de 8 jours ouvrables après la date d'envoi du courrier, pour apporter par un écrit recommandé, ses explications. Si celles-ci sont satisfaisantes, l'école confirmera par écrit l'abandon du recours à des pénalités. Dans le cas contraire une réunion d'explication sera organisée avec le contractant. Ce n'est qu'à l'issue de cette réunion que l'Ecole confirmera ou annulera l'application des pénalités.

Définition du manquement	Indemnités
Retard dans la livraison des travaux prévus	50 €/ jour

III. PARTIE III - EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU CONTRAT

ÉTAPES DE L'ÉVALUATION

L'évaluation sera fondée uniquement sur les informations fournies par le soumissionnaire dans son offre. Elle sera faite aux regards des critères suivants:

1. Vérification de la non-exclusion des soumissionnaires sur la base de la déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion (Annexe 2);
2. Sélection des soumissionnaires sur la base de la déclaration sur l'honneur relative aux critères de sélection (Annexe 2);
3. Vérification de la conformité de l'offre avec les spécifications techniques minimales demandées ;
4. L'attribution des offres au regard de la méthode d'attribution mentionnée au point III.3.1.

Les pouvoirs adjudicateurs évalueront ces critères sans ordre particulier. Le candidat retenu doit satisfaire à l'ensemble des critères pour se voir attribuer le contrat.

III.1. CRITÈRES D'EXCLUSION

Les soumissionnaires doivent fournir une déclaration sur l'honneur, datée et signée par un représentant légal dûment autorisé, mentionnant qu'ils ne se trouvent pas dans une des situations visées à l'article 136 du Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières

applicables au budget général de l'Union². La déclaration sur l'honneur demandée est visée à l'annexe 2.

En cas de sous-traitance quand la part du contrat à exécuter par le sous-traitant dépasse le seuil de 10 % de la valeur du contrat, cette déclaration - datée et signée par un représentant légal dûment autorisé- doit être présentée par chaque sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, avant la signature du contrat, la production des documents justificatifs, tels que définis dans la déclaration, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, une demande expresse écrite sera formulée et envoyée par voie électronique au(x) soumissionnaire(s) concerné(s).

III.2. CRITÈRES DE SÉLECTION

Le soumissionnaire doit fournir la déclaration sur l'honneur visée à l'annexe 2, dûment datée et signée, relative aux critères de sélection. Les soumissionnaires devront confirmer qu'ils possèdent des ressources économiques, financières, techniques et professionnelles suffisantes pour pouvoir exécuter le contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, à toute étape de la présente procédure d'appel d'offres, la production de tout ou partie des documents justificatifs énumérés aux sections III.2.1, III.2.2 et III.2.3 qui certifient de la capacité légale, réglementaire, économique, financière, technique et professionnelle des soumissionnaires.

Le cas échéant, une demande expresse écrite sera formulée et envoyée par voie électronique au(x) soumissionnaire(s) concerné(s).

III.2.1. CAPACITE LEGALE ET REGLEMENTAIRE

Le soumissionnaire devra démontrer qu'il est inscrit au registre professionnel ou au registre de commerce et qu'il possède l'expérience professionnelle utile pour le placement des stores.

Document(s) justificatif(s): Identité du soumissionnaire (Annexe 1) et attestations de bonne exécution signées par 3 clients référés (Annexe 3)

² JO L 193 du 18.07.2018, p. 94 - 97. Applicable par renvoi du Règlement financier du 5 septembre 2017 applicable au Budget des Ecoles européennes.

III.2.2. CAPACITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Le soumissionnaire devra démontrer qu'il possède des ressources économiques et financières suffisantes pour pouvoir exécuter le contrat. Afin d'évaluer la capacité économique et financière, le soumissionnaire devra satisfaire au(x) critère(s) suivant(s):

Le soumissionnaire doit démontrer un chiffre d'affaires annuel moyen supérieur à 69.000 EUR au cours des 3 derniers exercices financiers clôturés; ce critère s'applique à tous les membres du groupement (capacité combinée de tous les membres) en cas d'une offre conjointe.

Documents justificatifs:

- une déclaration indiquant le chiffre d'affaires annuel moyen au domaine du marché de stores pour chacun des 3 derniers exercices clôturés. Cette déclaration devra mentionner les rubriques des comptes de résultat permettant de calculer le chiffre d'affaires annuel .

Si, pour une raison exceptionnelle, que le pouvoir adjudicateur estime justifiée, le soumissionnaire n'est pas en mesure de fournir un des documents requis ci-dessus, il pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document que le pouvoir adjudicateur jugera approprié. Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur devra au moins être avisé de la raison exceptionnelle et de sa justification. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réclamer tout autre document lui permettant de vérifier la capacité économique et financière du soumissionnaire.

Dans le cas de sous-traitants qui exécutent une part du contrat représentant plus de 10% de la valeur totale du contrat, les renseignements requis ci-dessus devront être fournis individuellement pour chaque sous-traitant.

III.2.3. CAPACITÉ TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

Le soumissionnaire devra démontrer qu'il possède la capacité technique et professionnelle suffisante pour pouvoir exécuter le contrat.

Afin d'évaluer la capacité technique et professionnelle, le soumissionnaire devra satisfaire aux critères ci-dessous.

A – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE DANS LE DOMAINE DU MARCHÉ

Le soumissionnaire doit démontrer une expérience dans le domaine de la livraison et installation de stores semi-ocultant, blackout plastifiés et blackout aluminium (complètement occultant & protection solaire).

Documents justificatifs:

B – CAPACITÉ DE L'ÉQUIPE PROPOSÉE PAR LE SOUMISSIONNAIRE

Sans objet

III.3 CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES TECHNIQUES MINIMALES DEMANDÉES

En soumettant une offre, le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre le contrat en conformité avec les conditions spécifiées dans les documents de la procédure applicables au présent appel d'offres. L'attention du soumissionnaire est attiré en particulier sur les exigences techniques minimales spécifiées dans la [section 1.3 du présent cahier des charges et sur le fait que les offres doivent respecter les obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE³.

Les exigences minimales doivent être respectées pendant toute la durée du contrat. Le respect de ces exigences est obligatoire et ne peut être l'objet de restrictions, limitations, conditions ou réserves de la part du soumissionnaire.

Les offres non conformes aux exigences minimum applicables seront rejetées.

III.4. EVALUATION DE L'OFFRE

La conformité de l'offre technique sera évaluée au regard des exigences minimales requises dans les spécifications techniques (Point I.3 - Liste des exigences techniques obligatoires minimum requises).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les soumissionnaires l'offre qui a été soumise comme énoncé dans la lettre d'invitation.

Toute offre conforme sera évaluée sur la base de la méthode d'attribution détaillée ci-dessous.

III.4.1. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Attribution au prix le plus bas

³ Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 94, 28.3.2014, p. 65-242).

Le marché sera attribué à l'offre représentant le prix le plus bas parmi les offres qui satisfont aux exigences minimales fixées dans les spécifications techniques.

III.4.2. EVALUATION DE LA QUALITÉ

Sans objet

III.4.3. EVALUATION FINANCIÈRE ET PRIX

Après la vérification de la conformité des offres soumises, l'évaluation financière se basera sur l'analyse des prix parmi les offres régulières et conformes.

Les estimations données sur le bordereau de prix relatives au volume (exemple : nombre de stores et fenêtre type) ne sont pas contraignantes pour le pouvoir adjudicateur en ce qui concerne les commandes réelles. Elles constituent seulement un scénario destiné à fournir une base équitable pour l'évaluation financière de l'offre. Dans le cas où le soumissionnaire se voit attribuer le contrat, seul le prix sera contraignant.

S'il existe une erreur dans le calcul du total, le prix unitaire prévaudra.

Pour présenter son offre financière, le soumissionnaire est invité à remplir le bordereau de prix joint en annexe 6 avec le plus grand soin.

Le prix de l'offre :

- doit être constitué du prix par store et fenêtre type des prestations de service, exprimé en EURO (arrondi à deux décimales). Les soumissionnaires de pays hors de la zone euro doivent également libeller leurs prix en euros. Le prix indiqué ne peut pas être révisé pour tenir compte de l'évolution du taux de change. C'est au soumissionnaire qu'il incombe d'assumer les risques ou les profits découlant de toute variation.
- Doit être exprimé hors impôt, droits de douane et autres taxes, y compris la TVA. Le soumissionnaire peut faire apparaître le montant de la TVA de façon séparée par rapport au reste du prix. Pour toute commande émanant de l'école, le prix doit être ferme, non révisable et être valable 150 jours à compter de la date de la commande.
- Le paiement sera effectué par virement bancaire après réception et contrôle de la livraison.

Si un service est fourni gratuitement, le soumissionnaire doit indiquer 0,00 €.

Les prix sont forfaitaires, tous frais compris.

Taxe sur la valeur ajoutée

L'Ecole étant exonérée de tous droits, impôts et taxes suivant les dispositions de l'Article 42, §3,1° du Code, les prix offerts doivent être calculés en exonération des droits, impôts et taxes.

III.3.4. FORMULE D'ATTRIBUTION

Sans objet

IV. PARTIE IV - CONTENU ET PRESENTATION DE L'OFFRE

Chaque offre doit être claire, concise et contenir toutes les informations et documents nécessaires pour permettre au pouvoir adjudicateur de procéder à une évaluation de l'offre sur base des critères d'exclusion, de sélection et d'attribution. Il est de la responsabilité de tous opérateurs économiques qui souhaitent soumettre une offre de s'assurer que cette offre soit complète.

Tous les documents demandés doivent être signés par le représentant légal du soumissionnaire, à savoir une personne dûment autorisée à représenter le soumissionnaire pour cet appel d'offre et la signature du contrat.

Dans le cas où des annexes seraient reproduites avec le traitement de texte du soumissionnaire, ce dernier veillera à ne changer aucun élément par rapport à l'original.

L'offre doit être soumise conformément aux exigences énoncées dans la lettre d'invitation à soumissionner et dans le présent cahier des charges, et endéans la date et l'heure indiquées dans la lettre d'invitation.

Chaque offre doit contenir les renseignements et documents suivants:

PARTIE I: INFORMATIONS ADMINISTRATIVES			
IDENTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE			
Une lettre d'accompagnement rédigée sur le papier à en-tête du soumissionnaire et signée par le soumissionnaire ou son représentant légal dûment autorisé, avec la référence de la procédure.			
Le formulaire d'identification dûment complété, daté et signé, <u>accompagné de:</u>	Représentant légal : (extrait des status ou tout autre document) - autorisation(s) écrite(s) ou justificatif(s) équivalent(s). - applicable au soumissionnaire et aux sous-traitants	<input checked="" type="checkbox"/>	Annexe 1 Sections II.4 et II.5

	<p><u>Personnalité juridique</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formulaire d'entité légale (status ou autre) - pièces justificatives requises conformément aux indications figurant sur le formulaire. - applicable au soumissionnaire 	<input checked="" type="checkbox"/>	
	<p><u>Coordonnées bancaires</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Signalétique financier - pièces justificatives requises conformément aux indications figurant sur le formulaire - applicable au soumissionnaire 	<input checked="" type="checkbox"/>	Annexe 5
	<p><u>En cas de sous-traitance</u>, le soumissionnaire doit fournir une déclaration/lettre d'intention de chaque sous-traitant confirmant leur engagement sans équivoque à collaborer avec le soumissionnaire, en cas d'attribution et précisant les ressources qu'il mettra à la disposition du soumissionnaire pour l'exécution du contrat.</p>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Section II.5
CRITERES D'EXCLUSION			
	<p>Déclaration(s) sur l'honneur du soumissionnaire (et des sous-traitants quand la part du contrat à exécuter dépasse le seuil de 10%) dûment complétée, datée et signée.</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	Annexe 2 Section III.1
CRITERES DE SELECTION			
	<p>Déclaration sur l'honneur du soumissionnaire/ dûment complétée, datée et signée.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité professionnelle - Capacité économique et financière (Chiffre d'affaires + Compte de résultats) 	<input checked="" type="checkbox"/>	Annexe 2 Section III.2 Annexe 8
PARTIE II: OFFRE TECHNIQUE			
	<p>Bordereau technique</p> <p>Descriptif de différentes qualités de stores</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	Annexe 7

PARTIE III: OFFRE FINANCIERE		
Bordereau de prix	<input checked="" type="checkbox"/>	Annexe 6
<p>Le bordereau doit être complet dûment daté, signé par le représentant légal du soumissionnaire.</p> <p>Si un service est fourni gratuitement, veuillez indiquer 0,00 €.</p> <p>Ce bordereau ne peut comporter d'autres éléments que ceux demandés. Par conséquent, il est expressément interdit de proposer des options ou autres variantes.</p>		

V. PARTIE V - ANNEXES

Les documents suivants sont annexés au présent cahier des charges et font partie intégrante de celui-ci:

1. Identité du soumissionnaire
2. Attestation sur l'honneur relative aux cas d'exclusion de la participation à un marché et à l'attribution d'un marché, qui doit être dûment complétée et signée en même temps que l'offre
3. Attestations de bonne exécution signées par des clients référés (3)
4. Formulaire de déclaration de confidentialité
5. Fiche financière, renseignements bancaires
6. Bordereau des prix
7. Bordereau technique
8. Capacité économique et financière
9. Projet de contrat